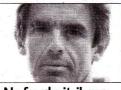
EDITORIAL 4/8/14

Grande Guerre et querelle de boutiquiers

a cérémonie fut-belle, sobre, émouvante. Les présidents allemand et français se sont donné la main, comme ils l'avaient fait il y a deux mois à Oradour-sur-Glane, comme François Mitterrand et Helmut Kohl, en 1984, à Verdun. François Hollande et son homologue Joachim Gauck ont prononcé les mots qu'il fallait, sans emphase inutile. Ils ont rappelé quelques évidences qu'il ne faut jamais cesser de rappeler, que des ennemis héréditaires peuvent se réconcilier, que la paix est le bien le plus précieux en Europe aujourd'hui. Le message vaut évidemment pour les belligérants que le fracas de leurs armes les empêche d'entendre, notamment au Proche-Orient. Mais il vaut aussi pour nous, pour les générations nouvelles et futures, pour qui la guerre n'est qu'une page d'his-

BRUNO DIVE b.dive@sudouest.fr



Ne faudrait-il pas célébrer autrement ce centenaire que par des discours ou des cérémonies ? toire, un lointain souvenir rapporté par des grands-parents. Les deux présidents auraient pu ajouter-mais de cela les historiens se chargent en ce moment-que la guerre peut éclater sans que les peuples le veuillent. Or, contrairement à une légende trop longtemps entretenue, ni les Français, ni les Allemands, ni les Russes, ni les Anglais ou aucun autre ne voulaient de cette guerre, survenue par un enchaînement fatal de craintes et d'orgueil, d'ultimatums et de malentendus.

Oui, l'Europe est en paix, sous la houlette un rien vacillante d'une France et d'une Allemagne depuis longtemps réconciliées.

Mais ne faudrait-il pas célébrer autrement le centenaire du déclenchement de la Grande Guerre que par des discours ou des cérémonies ? Fonder un nouvel avenir sur le terreau des douloureux souvenirs? Autrement dit, reprendre l'initiative dans la construction européenne pour redonner aux peuples de l'espoir et des perspectives. C'est cela qui manquait hier, qui manque en ce moment, même si François Hollande y a fait allusion en regrettant que l'Europe soit devenue « une évidence et non plus un idéal ». Mais il s'agit là d'un constat, et non d'un projet. Il est à craindre qu'aujourd'hui le seul projet qui tienne soit pour le gouvernement français d'engager une confrontation avec l'Allemagne sur la nécessité de lutter contre la déflation, et pour le gouvernement allemand de résister par tous les moyens à la remise en cause de l'orthodoxie budgétaire. Et c'est ainsi que ce centenaire, qui aurait pu être l'occasion de transcender une amitié, risque de tourner, hélas, à une médiocre querelle de boutiquiers.